



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale  
EUROPES / AMÉRIQUES  
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

## ***LE PAYS BASQUE : UNE RÉGION EN QUÊTE D'IDENTITÉ***

**Severiano Rojo Hernández**

Université de Bretagne Occidentale (Brest/France)

[severiano.rojo-hernandez@univ-brest.fr](mailto:severiano.rojo-hernandez@univ-brest.fr)

Date de publication : mai 2002

Depuis plusieurs dizaines d'années, le Pays basque est au cœur de l'actualité. Considérée comme la difficulté politique majeure de l'Espagne, la question basque ne cesse de soulever de nombreuses interrogations, dont une notamment : quelle est la véritable nature du conflit qui fait rage dans le nord de la péninsule? Cette question est problématique, car le conflit est soumis à diverses interprétations qui varient en fonction du groupe ou de l'institution qui le présentent : l'Etat espagnol ou les nationalistes basques. Ces différentes interprétations rendent difficile la lecture du conflit et sèment le trouble dans l'opinion publique. En effet, en fonction de la réponse, on légitime ou l'on délégitime l'action de l'une des parties en présence. Actuellement, on peut estimer, en schématisant à l'extrême, qu'il existe deux interprétations du conflit. La première, défendue par les nationalistes basques, consiste à décrire la situation de la région comme le résultat d'un affrontement séculaire entre les Basques et l'Etat espagnol, un affrontement dans lequel les Basques luttent pour leur identité et leur liberté face aux velléités expansionnistes et centralisatrices de Madrid. La seconde, présentée entre autres par l'Etat espagnol, mais également par des formations telles que le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE), insiste au contraire sur l'absence de fondement historique du conflit. Selon eux, la question basque est essentiellement un problème de terrorisme, pratique qui n'a plus lieu d'être depuis l'instauration de la démocratie en Espagne.

Cet article n'a pas pour objectif de prendre part pour l'une ou l'autre de ces interprétations. Il propose une réflexion sur l'identité basque et sur son importance

dans le conflit qui secoue la région. Il s'agit d'interroger la pertinence d'une lecture du problème basque qui ne prendrait en compte que sa dimension identitaire. Pour cela, j'organiserai ma réflexion autour de trois questions : existe-t-il une ou plusieurs identités basques? Les tensions passées et actuelles sont-elles le résultat d'un désaccord entre les populations locales sur leur identité? La question identitaire n'occulterait-elle pas un autre type de conflit?

### **L'identité basque : un concept à géométrie variable**

Selon la théorie développée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par Sabino Arana, l'idéologue du nationalisme basque, le Basque se définit par ses origines. Ses patronymes, parmi lesquels ne doit figurer aucun nom à consonance espagnole, sont le gage de sa pureté raciale. Aussi, à l'époque, toute personne désirant militer au sein du parti nationaliste basque (PNV) devait-elle avoir au moins quatre noms basques. Pour Arana, le Pays basque ne peut exister sans la race basque. Elle est l'essence de la nation. Cette définition fondée sur la notion de pureté de sang — concept sur lequel reposait la société espagnole du Siècle d'Or — insiste également sur l'attachement du Basque à la religion. Le catholicisme est ainsi un élément intrinsèquement lié à l'identité des populations. Enfin, l'identité basque est indissociable de la langue<sup>1</sup> et s'inscrit dans un espace géographique qui englobe du côté espagnol la Biscaye, le Guipúzcoa, l'Alava, la Navarre, et du côté français le Labourd, la Soule et la Basse Navarre<sup>2</sup>.

Dès sa formulation, cette définition soulève nombre de problèmes. Où situer tous ceux qui ne réunissent pas l'un de ces critères? Le Navarrais du sud de la province, l'habitant de l'Alava ou de la Soule qui n'ont jamais parlé le basque et qui vivent dans une région où l'on ne le parle plus depuis des siècles. Que dire également du Basque dont l'un des aïeux est castillan, du Basque qui n'est pas catholique? L'identité basque telle que la concevait Arana est problématique, car elle exclut une partie importante des Basques. Elle rejette de nombreux habitants de la région qui ne sont pas racialement « purs » ou qui sont issus de l'immigration. Ainsi, le nationalisme basque oppose, dès sa naissance, les Basques entre eux ou – faut-il dire? – les habitants du Pays basque. Pour Sabino Arana, la région est partagée entre une population qui réunit toutes les vertus et des individus qui lui sont étrangers : les Espagnols, corrompus par le vice, l'athéisme et le marxisme<sup>3</sup>.

Du début du siècle aux années trente, cette vision de la société ainsi que la conception essentialiste de l'identité basque font de plus en plus d'adeptes. Leur impact s'accroît au fur et à mesure que les nationalistes remportent des succès électoraux. Dans ce contexte, le PNV n'a aucune raison de remettre en question son interprétation de l'identité locale. Fondement sur lequel repose l'ensemble de l'édifice idéologique nationaliste, celle-ci semble relever d'un principe inamovible. Pourtant, une évolution se produit rapidement. L'adhésion de nouveaux militants, modérés et partisans de l'autonomie politique, pousse le PNV au pragmatisme<sup>4</sup>. A partir de 1908, il suffit

---

1 Pour les nationalistes basques, la langue a toujours été un élément fondamental de l'identité. C'est la raison pour laquelle actuellement cette région porte le nom d'Euzkal Herria, « le pays des gens qui parlent le basque ».

2 Cf. Arana Goiri, Sabino, *La patria de los Vascos, Antología de Escritos políticos*, San Sebastián, Haranburu, 1995, 399 p.

3 Cf. Núñez Seixas, Xosé Manoel, *Los nacionalismos en la España contemporánea (siglos XIX y XX)*, Barcelona, Hipòtesi, 1999, p. 49.

4 Cf. De Pablo, Santiago, Mees, Lugder, Rodríguez Ranz, José A., *El péndulo patriótico. Historia del Partido Nacionalista Vasco, I : 1895-1936*, Barcelona, Crítica, 1999.

d'avoir un seul nom basque pour adhérer au PNV<sup>5</sup>. S'il est vrai que cette modification permet d'accroître le nombre d'adhérents, elle souligne à quel point une vision moins rigide de l'identité s'instaure chez les nationalistes. Par ailleurs, bien que la notion de race demeure un élément clé de l'idéologie du PNV, la culture et la langue deviennent des priorités pour le parti. De nombreux ouvrages et études leur sont consacrés, dont une grande partie est l'œuvre du clergé. Les nationalistes essaient de faire «revivre» le basque et la culture locale afin de diffuser, au sein de la population, le sentiment d'appartenance à une «communauté imaginaire»<sup>6</sup>. Dès lors, ils mettent en place des éléments de différenciation au service de leurs projets politiques. Sur le plan linguistique, le PNV applique les enseignements de Sabino Arana. Il «revivifie», voire réinvente la langue afin de séparer les Basques des Espagnols<sup>7</sup>. Il essaie ainsi de créer une barrière destinée à préserver les traditions et la «race», menacées par l'arrivée massive de populations originaires des régions limitrophes<sup>8</sup>. Cependant, cette politique ne pouvant opérer qu'à long terme, le PNV réactive le principe défini par Sabino Arana selon lequel une nation n'existe pas sans patriotes<sup>9</sup>. Le parti donne à l'identité basque une nouvelle dimension : être basque c'est également être nationaliste basque. Dès lors, la communauté raciale et linguistique se confond avec la communauté nationaliste. Le PNV adopte même le nom de *Comunión Nacionalista Vasca* (Communauté Nationaliste Basque) au début des années 1910. Cette évolution a plusieurs conséquences. D'une part, le PNV monopolise la définition de l'identité basque, et les symboles nationalistes (le drapeau par exemple) deviennent progressivement ceux de la région. D'autre part, ce nouveau credo implique que tout ce qui n'est pas nationaliste n'est pas basque<sup>10</sup>. Ceux qui rejettent, poursuivent ou dénoncent le nationalisme mettent en péril l'identité basque.

Parmi les nationalistes, rares sont ceux qui condamnent les théories racistes de Sabino Arana. Ce n'est qu'en 1930 que certains militants dénoncent cette idéologie et quittent le parti afin de créer *Acción Nacionalista Vasca*<sup>11</sup>. Cette formation ultra-minoritaire propose une vision plus tolérante de l'identité basque qui n'aura que peu d'impact. Malgré son attachement aux théories d'Arana, au cours de la Guerre Civile, le PNV accepte cependant que le statut d'autonomie reconnaisse la qualité politique de Basque non seulement à ceux qui le sont «par nature», mais également aux personnes qui établissent leur résidence administrative dans la région<sup>12</sup>. Cette dimension volontariste de l'identité est imposée en grande partie par les membres du Front populaire. Pour ces derniers, les habitants de la région sont basques et espagnols. Une telle approche s'oppose diamétralement à celle du PNV. Elle est toutefois adoptée dans le statut d'autonomie, ce qui souligne l'évolution qui est en train de se produire dans les rangs nationalistes. Ce changement se vérifie à partir des années quarante. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Holocauste et la condamnation internationale des thèses racistes conduisent les nationalistes basques exilés à prendre leurs distances avec certains aspects du programme de Sabino Arana. Le PNV devient progressivement un

---

5 Larronde, Jean-Claude, «El modelo nacionalista vasco», in *Identidad cultural y nacionalismos*, Ernaroa, Bilbao, n° 11, 1994, p. 94.

6 Cf. Anderson, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor de la nation*, Paris, La découverte, 1996, p. 18 et sq.

7 *Ibid*, p. 97. Voir également : Villota, Ignacio, «La question basque», in *Les Temps Modernes*, Paris, n° 614, juin-juillet-août 2001, p. 102.

8 Elorza, Antonio, «La nation basque : du mythe à l'histoire», in *Les Temps Modernes*, Paris, n° 614, juin-juillet-août 2001, p. 93.

9 Larronde, Jean-Claude, *op. cit.*, p. 97.

10 Cf. Jáuregui Bereciartu, Gurutz, «ETA : orígenes y evolución ideológica y política», in *La Historia de ETA*, sous la direction d'Elorza, Antonio, Madrid, Temas de hoy, 2000.

11 Cf. Granja, José Luis de la, *Nacionalismo y II República en el País Vasco*, Madrid, Siglo XXI, 1986.

12 Lasagabaster Herrarte, Iñaki, «Considérations sur le nationalisme au Pays basque», in *Les Temps Modernes*, Paris, n° 614, juin-juillet-août 2001, p. 172.

parti social-démocrate, même si les instances du parti ne remettent pas en question l'idéologie fondatrice jusqu'à la mort de Franco.

Les années soixante marquent un tournant. L'apparition de l'ETA en 1959 provoque un bouleversement idéologique considérable au sein du nationalisme basque. En effet, l'ETA se démarque rapidement du PNV par une vision différente de l'identité. L'organisation terroriste rejette la notion de race et lui substitue celle d'ethnie. Elle considère que la langue et la culture sont les principaux marqueurs identitaires des Basques. Pour l'ETA, la mort de la langue basque signifie la mort du peuple basque, tandis que pour Sabino Arana c'était la disparition de la race qui impliquait celle de la nation : l'Euzkadi. Comme le rappelle Gurutz Jauregui, le peuple basque n'est plus un groupe défini par un certain nombre de particularités physiques héréditaires, mais une communauté qui partage une langue et une culture identiques. De plus, être basque ne signifie pas seulement parler le basque ou être né au Pays basque, mais aussi lutter pour la récupération, la protection et la diffusion de la langue. Cet engagement en faveur du basque – et donc de l'identité nationale – est indissociable de la lutte pour l'indépendance<sup>13</sup>. Tous ceux qui s'y opposent ne sont pas basques. Quant à la question des populations qui ne sont pas d'origine basque, l'ETA adopte une position intermédiaire. En fonction de leur volonté d'intégration, elles seront considérées ou non comme des Basques.

A la mort de Franco en 1975, les nationalistes ont donc créé deux définitions distinctes de l'identité basque, dont la différence va se réduire. Lors de la Transition, le PNV abandonne officiellement les thèses racistes et revendique l'intégration des populations «immigrées». Dans son programme, il affirme que l'appartenance à un peuple n'est pas déterminée par le sang ou la naissance, mais par la volonté d'intégration, l'imprégnation culturelle et l'apport au développement de la région. Le PNV considère que l'identité basque est ethnique, culturelle et fondée sur la volonté commune. Il s'agit finalement d'une définition relativement ambiguë, une position intermédiaire entre une vision essentialiste et volontariste de l'identité, destinée à satisfaire les différents courants présents au sein du parti<sup>14</sup>.

En 1979, une nouvelle définition surgit. L'article 7 du statut d'autonomie signale que toute personne ayant établi sa résidence administrative dans la région jouira de la qualité de Basque. Cette définition rappelle celle de 1936. Ainsi, à partir du moment où le PNV négocie avec des partis non-nationalistes, il accepte qu'une vision de l'identité plus large que la sienne devienne une norme à l'échelle de la région. Ce phénomène est le résultat non seulement du pragmatisme du PNV, mais également de l'existence d'autres conceptions de l'identité basque dans des partis tels que l'Union du Centre Démocratique (UCD) ou le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE). La dimension volontariste semble donc s'imposer après la mort de Franco. Pourtant en 2002, les extrémistes se considèrent encore comme les détenteurs de la véritable définition. Ils ont souvent tendance à se présenter comme des Basques authentiques, en lutte contre les Espagnols ou les Basques espagnolisés. Cette position met en évidence la permanence d'une certaine vision : être basque, c'est être nationaliste. Parfois, une conception raciale de l'identité va même jusqu'à ressurgir. On se souvient, par exemple, des affirmations du président du PNV Xavier Arzalluz, faisant référence en 2001 au rhésus négatif des Basques. La persistance d'une telle approche de l'identité chez certains nationalistes basques ainsi que dans les représentations populaires soulève plusieurs problèmes : comment définir les individus dont les origines ne sont pas

---

13 Jáuregui Bereciartu, Gurutz, *Ideología y estrategia política de ETA. Análisis de su evolución entre 1959 y 1968*, Madrid, Siglo XXI, 1985, p. 158-161.

14 Cf. De Pablo, Santiago, Mees, Lugder, Rodríguez Ranz, José A., *El péndulo patriótico. Historia del Partido Nacionalista Vasco, II : 1895-1936*, Barcelona, Crítica, 2001, p. 333-334.

basques et qui vivent au Pays basque? Que faire des personnes qui ne sont pas nationalistes, mais qui se considèrent basques?

### **Des conflits à dimension identitaire**

Le nationalisme basque, on le voit, a toujours fondé son discours sur l'existence d'un conflit séculaire entre l'Espagne et l'Euzkadi. Cette interprétation concerne différents moments historiques. Selon cette lecture, au XIX<sup>e</sup> siècle, par le biais des guerres carlistes<sup>15</sup>, l'Espagne aurait mis un terme à l'existence du Pays basque en tant que nation indépendante. Plus tard, au cours de la Guerre Civile (1936-1939), la répression franquiste est interprétée par de nombreux militants comme l'expression de la violence espagnole contre le Pays basque. La Guerre Civile est également considérée par une partie des nationalistes – en particulier par les membres de l'organisation indépendantiste *Jagi Jagi* – comme une guerre de libération pour laquelle meurent les soldats basques (les *gudaris*)<sup>16</sup>. Le bombardement de Guernica devient dès lors un symbole de l'agression de l'Espagne fasciste (et éternelle) contre les Basques. Dans cette logique, le franquisme matérialise la thèse de l'occupation du Pays basque inventée par Sabino Arana. Quant à la situation actuelle, l'ETA la présente comme la prolongation du conflit avec l'Espagne.

Pourtant, dans chacun des cas cités, le nationalisme développe une vision biaisée, manichéenne de l'histoire qui élude les divisions internes au Pays basque. Il passe sous silence le profond désaccord que suscite chez de nombreux Basques son projet de société et sa conception de l'identité locale. Dès son apparition, le nationalisme accentue les clivages traditionnels de la société basque. Certains dénoncent cette idéologie aux fondements réactionnaires qui rejette les liens avec l'Espagne, interdit toute évolution de la région et induit une xénophobie exacerbée à l'égard des « maketos », les populations ouvrières de la Biscaye, originaires pour la plupart de la Castille. Sabino Arana considère ces dernières responsables en particulier de la perte de l'identité et de la langue basques. Ce conflit a des répercussions politiques. Au début du siècle, le principal ennemi des nationalistes est le Parti Socialiste dont l'électorat se compose majoritairement de populations immigrées. Bien qu'ils soient attachés à une certaine vision de la nation espagnole, les socialistes opposent l'identité universelle de la classe prolétarienne à l'identité particulière de la nation, revendiquée par les nationalistes<sup>17</sup>. La division de la société touche également les Basques de souche. Comme on l'a signalé auparavant, le nationalisme basque n'établit pas seulement une division entre « maketos » et Basques, mais également entre basques patriotes (donc nationalistes) et tous les basques hispanophiles (*maketófilos*) qui défendent un quelconque attachement à l'Espagne<sup>18</sup>. Cette pensée en termes d'oppositions binaires permet de rejeter tout débat sur l'existence d'une identité plurielle des Basques. Seul le nationaliste est un « véritable Basque », les autres sont de « faux Basques » contaminés par l'Espagne, des traîtres qui ont participé au déclin de la région. Cette vision ressurgit sur le plan politique et explique en partie les conflits qui ont lieu au début du siècle entre nationalistes et monarchistes, ou républicains basques.

---

15 Guerres dynastiques entre les partisans de Don Carlos et d'Isabelle II pour l'accession au trône d'Espagne. Les carlistes invoquaient le respect de la loi salique abrogée par Ferdinand VII en faveur de sa fille Isabelle II. Les guerres carlistes se déroulent au XIX<sup>e</sup> siècle (1833-1840 ; 1870-1876) et sont particulièrement virulentes au Pays basque. Le carlisme est un courant politique réactionnaire qui lutte pour un retour de l'absolutisme en Espagne.

16 Cf. Elorza, Antonio, « Vascos guerreros », in *La Historia de ETA*, sous la direction d'Elorza Antonio, Madrid, Temas de hoy, 2000.

17 Cf. Berian, Josetxo, *La identidad colectiva : vascos y navarros*, Alegia, Aranburu, 1998, p. 64.

18 Elorza, Antonio, « Vascos guerreros », *op. cit.*, p. 42-43.

Les désaccords concernant l'identité se poursuivent au cours de la Guerre Civile. La plupart des Navarrais et des habitants de l'Alava, mais également une partie conséquente des habitants du Guipúzcoa et de la Biscaye, s'opposent aux nationalistes, car ils se considèrent espagnols. Cette division est d'une telle ampleur, que les plus fervents partisans de la politique répressive franquiste se recrutent parmi les Basques. Ils n'hésitent pas à réclamer non seulement l'annihilation du PNV et de tous les « séparatistes », mais également la mise en place d'une politique destinée à propager dans la société basque le nationalisme espagnol. N'oublions pas, par ailleurs, que les carlistes navarrais sont parmi les principaux alliés des militaires et participent, avec les phalangistes entre autres, à l'élaboration de l'idéologie franquiste.

La vision selon laquelle le franquisme n'est que l'expression la plus aboutie de l'occupation du Pays basque par l'Espagne est, quant à elle, le résultat de la politique répressive appliquée par le régime franquiste. Il n'hésite pas à pourchasser les nationalistes, à s'acharner contre la culture locale et à déclarer de nombreux états d'exception afin de lutter contre l'ETA. Les pratiques du régime dans la région contribuent à forger l'image d'un pays occupé par une armée étrangère<sup>19</sup>. Entre les Basques, les dissensions s'accroissent d'autant : entre les Basques partisans et opposants du franquisme, entre Espagnols et Basques, entre ceux que le nationalisme basque considère comme de bons ou de mauvais Basques.

Cependant, la politique franquiste au Pays basque est à bien des égards comparable à celle qu'a appliquée le régime dans des régions comme la Catalogne ou comme les Asturies, soit des régions où l'opposition a également été importante<sup>20</sup>. En outre, le Pays basque est, avec la Catalogne, le centre industriel le plus important d'Espagne. Du point de vue économique, le Pays basque fait figure de région privilégiée sous le franquisme. Il bénéficie donc des investissements les plus conséquents, d'autant que le protectionnisme, pratiqué tout au long de la dictature, permet d'éviter la concurrence étrangère et favorise considérablement l'industrie lourde basque<sup>21</sup>.

Si le franquisme arrive pendant de nombreuses années à museler la société basque, c'est aussi en raison de la profonde division des Basques sur leur identité. En effet, nombreux sont les Basques qui cautionnent la dictature, car ils estiment que le Pays basque est une région espagnole et que l'on doit mettre un terme à la propagation du « séparatisme ». Ils vont alors appuyer la répression et la rendre plus efficace en collaborant avec la dictature. Sous le franquisme, les Basques et les nationalistes basques ne sont donc pas, dans leur ensemble, victimes du régime. Nombreuses sont les collusions et une partie importante des classes moyennes – qui avait appuyé le PNV dans les années trente – collabore avec le franquisme. Certains industriels, nationalistes basques à l'origine, ont utilisé le système en place pour faire d'immenses bénéfices et exploiter une population ouvrière vivant dans des conditions déplorables<sup>22</sup>. De plus, s'il est vrai que l'ETA est considérée – notamment à partir de la fin des années soixante – comme la force d'opposition la plus sérieuse au franquisme dans la région, il est important de souligner le rôle des organisations de gauche dans la lutte antifranquiste et la modération du PNV dans son combat contre la dictature.

Aujourd'hui, le discours de l'ETA et de ses partisans reprend l'argument selon lequel au Pays basque, région « occupée » par l'Espagne, la démocratie et la liberté n'existent pas :

---

19 Elorza, Antonio, « La nation basque : du mythe à l'histoire », *op. cit.*, p. 95.

20 Elorza, Antonio, « Vascos guerreros », *op. cit.*, p. 56.

21 Cf. Izquierdo, Jean Marie, *La question basque*, Bruxelles, Editions complexe, 2000, p. 89. Voir également : Espinoza, José María Lorenzo, *Dictadura y dividendo. El discreto negocio de la burguesía vasca (1937-1950)*, Bilbao, Universidad de Deusto, 1989.

22 *Ibid.*

« Nous les citoyens basques sommes soumis à deux puissants Etats. Ces deux Etats ont utilisé tout leur potentiel armé, politique, économique et culturel pour détruire les ressources que possédait le Pays basque pour être un pays libre dans l'avenir. L'activité obstinée de l'Espagne et de la France ont laissé de profondes blessures [...] Il nous semble que ces deux Etats nous considèrent comme des ennemis qu'il leur faut soumettre. »<sup>23</sup>

Cette vision est diffusée par une organisation qui fait abstraction du désaccord que suscite au Pays basque son interprétation de la réalité. Nombreux, en effet, sont les Basques qui ne se reconnaissent pas dans l'ETA (comme par exemple les membres de l'organisation *Basta Ya*) et qui condamnent non seulement l'appropriation de l'identité basque par le mouvement terroriste, mais également son interprétation de la situation politique. Pour de nombreux habitants de la région, être basque ne signifie pas l'acceptation de la violence, mais plutôt son rejet. Pour étayer leur position, ils soulignent certains éléments occultés par les nationalistes. Depuis 1979, la région est, insistent-ils, dirigée par les nationalistes basques. Ces derniers ont donc appliqué une politique fortement empreinte de leur idéologie et ont pu ainsi façonner la société basque à loisir. La création d'une télévision basque dans les années 80 a d'ailleurs parfaitement rempli ce rôle<sup>24</sup>. Ils rappellent également d'autres mesures comme la substitution de la police nationale par la *ertzaintza*<sup>25</sup>, la protection dont la culture locale a fait l'objet depuis que l'Espagne est une démocratie, le développement de l'enseignement du basque (en 20 ans, le nombre de bascophones est passé de 20% à 30% de la population) et la multiplication des structures d'enseignement (*ikastolas*). De fait, le contrôle de l'enseignement par les nationalistes basques est tel que l'on assiste, depuis quelques années, à un conflit sur la manière dont est enseignée l'histoire locale dans les écoles de la région. On reproche à certains enseignants et aux manuels de s'inspirer du credo nationaliste<sup>26</sup>. Par ailleurs, la région dispose d'une autonomie financière considérable qui a permis, entre autres, de sortir de la crise engendrée par la reconversion industrielle des années 80.

Ces différents constats invitent à poser une question de fond : le désaccord des Basques sur leur identité n'est-il pas l'une des causes du prolongement du conflit actuel? En effet, comme au début du siècle, l'identité basque pose toujours problème. Aucun consensus n'a été trouvé et ce en dépit de la progression du sentiment d'adhésion à l'identité basque. Malgré les puissants liens qui unissent cette « communauté imaginaire », les mêmes dissensions demeurent. Les nationalistes basques considèrent la Navarre comme un territoire basque, or la plupart des Navarrais défendent l'idée que leur région est une entité absolument distincte du Pays basque. D'ailleurs, la population de la Navarre a majoritairement refusé par référendum le rattachement à l'Euzkadi. Elle s'est constituée en communauté distincte : *la Comunidad Foral de Navarra*. Les trois quarts de ses habitants rejettent l'identité basque et se déclarent navarrais et espagnols. Au Pays basque français, 90% de la population se considère française et n'adhère pas au nationalisme basque. Dans la Biscaye industrielle, on assiste à un phénomène identique, notamment parmi la population issue de l'immigration. Au total, 50% des habitants rejette le message identitaire du nationalisme basque dans le territoire dénommé actuellement Pays basque espagnol<sup>27</sup>.

---

23 « Déclaration de l'ETA du 17 septembre 1998 », in *Egin Internacional*, n° 1, octobre-novembre 98.

24 Cf. Martínez Odriozola, Lucía, « L'arcadie à l'écran. Un bref parcours de l'histoire et des contenus de la télévision autonome basque », in *Les Temps Modernes*, Paris, n° 614, juin-juillet-août 2001.

25 Police basque.

26 Cf. Corcuera, Javier, « Le Pays basque entre droit et politique », in *Les Temps Modernes*, Paris, n° 614, juin-juillet-août 2001, p. 164.

27 Granja, José Luis de la, « XX<sup>e</sup> siècle, siècle d'Euzkadi », in *Les Temps Modernes*, Paris, n° 614, juin-juillet-août 2001, p. 126.

L'absence de consensus sur l'identité basque fragmente la région et divise la population quant à son avenir. Aucune majorité n'est favorable à l'indépendance, car la nation basque telle qu'elle a été imaginée par les nationalistes demeure une fiction. En revanche, il existe une population qui, bien que se sentant en grande partie basque, est divisée sur le sens à donner à cette identité. Aussi, souvent le débat se centre-t-il autour des questions suivantes : être basque signifie-t-il appuyer l'ETA pour obtenir l'indépendance? Être basque signifie-t-il lutter pour l'indépendance sans recourir aux armes, mais en réclamant un référendum? Être basque signifie-t-il préserver son identité tout en demeurant rattaché à l'Espagne? Enfin, question cruciale : peut-on être basque et espagnol?

### **Au-delà de l'identité : un affrontement entre des modèles de société différents**

Par delà ces questions, un constat s'impose : le problème identitaire au Pays basque dissimule un désaccord sur le modèle à partir duquel doit s'organiser la société basque. Le conflit apparaît dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il se concrétise dans l'interprétation que les différents partis donnent des *fueros*<sup>28</sup>. Tandis que pour les nationalistes basques, les *fueros* sont les lois qui régissaient le Pays basque indépendant, pour les carlistes de la région, ils constituent le fondement de l'Espagne traditionnelle. Dans leur lutte pour les *fueros* au XIX<sup>e</sup> siècle, les carlistes combattent d'ailleurs pour le retour de l'absolutisme en Espagne. Leur conflit avec les nationalistes basques est donc avant tout fondé sur un désaccord quant à la nature du lien qui existe entre le Pays basque et l'Espagne.

Au début du siècle, les désaccords sur le modèle de société existent également entre les nationalistes et d'autres forces politiques basques. Hormis les divergences idéologiques (droite/gauche), les socialistes condamnent l'idée de l'indépendance du Pays basque. Quant aux monarchistes, dont de nombreux membres faisaient partie de l'oligarchie locale, ils revendiquent leur attachement à l'Espagne et rejettent le PNV. Au cours des premières décennies du siècle, l'affrontement entre les partisans du nationalisme basque et ceux du nationalisme espagnol est le résultat de divergences liées à des conceptions différentes de la société basque. Pour une partie des nationalistes basques (à l'instar des carlistes), la société doit être repliée sur elle-même, à l'écart des mutations qu'engendre l'industrialisation. Pour l'oligarchie locale proche du gouvernement de Madrid, le présent et le futur du Pays basque sont industriels, mais indissociables de l'Espagne traditionnelle. Quant aux socialistes, ils veulent créer une société basque moderne, contrôlée par les travailleurs.

Loin de se limiter à une opposition entre des formations antagonistes, le conflit existe également au sein du PNV. Dès la mort de Sabino Arana, le parti se retrouve déchiré entre les partisans de l'autonomie et ceux de l'indépendance. En 1921, les tensions internes provoquent d'ailleurs une scission. Bien que le PNV se réunifie en 1930, les divergences entre les nationalistes demeurent vivaces. La question de l'objectif ultime du parti (indépendance ou autonomie) a toujours été une source de conflits, car cette formation a fait en sorte de ne jamais y répondre. Aussi, l'opacité de son programme a-t-elle permis aux différents courants de continuer à coexister dans le parti. Si le débat autour de l'indépendance a provoqué plusieurs scissions (1930 : ANV, 1934 : *Jagi Jagi*<sup>29</sup>), le principal désaccord entre nationalistes intervient à la fin des années cinquante. Il ne concerne plus seulement la question de l'indépendance, mais également celle des fondements de la société que l'on veut implanter. En se

---

<sup>28</sup> Coutumes et privilèges codifiés régissant l'administration du Pays basque depuis le moyen âge. Ils sont supprimés en 1876 à la fin de la dernière guerre carliste.

<sup>29</sup> Cf. Elorza, Antonio, « Autonomía e independentismo », in *Ideologías del nacionalismo vasco 1876-1937*, Zarauz, Haranburu, 1978.

revendiquant du marxisme dans les années soixante, l'ETA diversifie l'offre idéologique au sein de la communauté nationaliste, dominée jusqu'alors par le PNV. La nouvelle organisation offre une alternative révolutionnaire au projet de société, présenté traditionnellement par le nationalisme. Dès lors, l'ETA monopolise l'image du nationalisme basque et semble faire l'unanimité, car elle est la principale force d'opposition au franquisme. Pourtant à la mort du général Franco (1975), cette image s'effrite. En effet, les élections de 1979 se soldent par la victoire du PNV. Malgré le résultat de ces premières élections démocratiques, le Pays basque de l'époque ne correspond pas à celui décrit dans les discours du PNV ou de l'ETA. La région n'a rien d'une société nationaliste basque en rupture avec l'Espagne, vision qui est d'ailleurs loin de faire l'unanimité parmi les électeurs. Les nationalistes basques, majoritaires, se retrouvent partagés entre démocrates chrétiens et marxistes, tandis que le PSOE est le second parti de la région. Quant à la droite traditionnelle, elle représente environ 10% de l'électorat<sup>30</sup>.

Au cours des années 80, le PNV conserve la majorité et se retrouve confronté à une crise interne. En 1986, une partie des indépendantistes quitte la formation et fonde Euzko Alkartasuna (EA). Cette situation amène le PNV à gouverner avec les socialistes. Cette alliance, avec un parti qualifié « d'espagnoliste » par de nombreux militants, s'accompagne d'un changement d'attitude face au terrorisme. En 1988, le PNV signe le pacte d'Ajuria Enea aux côtés des autres forces politiques du Pays basque, afin de lutter contre l'ETA. Les nationalistes modérés semblent alors opter pour une rupture totale avec les extrémistes. La société basque paraît divisée entre démocrates et partisans de la violence. Il s'agit pourtant d'une vision quelque peu réductrice. Effectivement, le pacte d'Ajuria Enea masque les désaccords sur le futur du Pays basque, entre les nationalistes et des formations telles que le PSOE, ainsi qu'au sein même du nationalisme modéré (autonomistes/independentistes). Ces divisions sous-jacentes de la société basque éclatent au grand jour en 1998. Cette année-là, l'aile indépendantiste du PNV reprend en main le parti et change de stratégie. En dépit de nombreux attentats sanglants – et notamment l'exécution du conseiller municipal du PP Miguel Ángel Blanco – le PNV rencontre des représentants de l'ETA. L'organisation exige, en échange d'une trêve, une rupture des accords avec les partis « espagnolistes » et l'adoption d'une politique ayant pour objectif la « construction nationale ». Au mois de septembre, le PNV et EA signent le pacte de Lizarra avec Herri Batasuna, la formation représentant l'organisation terroriste sur la scène politique. Quelques jours après, l'ETA décrète une trêve illimitée<sup>31</sup>. Ce pacte prévoit, entre autres, un référendum sur l'indépendance du Pays basque qui concerne tant *Iparralde* qu'*Hegoalde*<sup>32</sup>. Cette évolution vers le radicalisme, la souveraineté territoriale et la mise à l'écart des non-nationalistes accentue les clivages et les tensions au Pays basque. Les autres formations politiques et une grande partie de la population estiment que le PNV évolue vers un nationalisme d'exclusion, dont le principal objectif est l'indépendance du Pays basque<sup>33</sup>. Ce constat est erroné, car le PNV ne change pas en 1998, il ne fait que réaffirmer le fondement de son existence : la création d'une nation basque.

En 1998, l'unanimité apparente des nationalistes quant au futur de la société basque leur permet de créer une majorité politique et de gouverner pendant plus d'un an ensemble. Le front nationaliste est interprété comme le pendant du pacte d'Ajuria

---

30 Fusi Aizpúrua, Juan Pablo, « Política y nacionalidad », in García de Cortázar, Fernando, Fusi Aizpúrua, Juan Pablo, *Política, nacionalidad e Iglesia en el País Vasco*, San Sebastián, Txertoa, 1988, p. 48-50.

31 Cf. Domínguez Iribaren, Florencio, « El enfrentamiento de ETA con la democracia », in *La Historia de ETA*, sous la direction d'Elorza Antonio, Madrid, Temas de hoy, 2000.

32 Iparralde : Pays basque français ; Hegoalde : Pays basque espagnol.

33 Cf. Granja, José Luis de la, « XX<sup>e</sup> siècle, siècle d'Euzkadi », *op. cit.*, p. 127.

Enea<sup>34</sup>. La société locale semble plus que jamais scindée entre nationalistes et non-nationalistes, entre « vrais » et « faux » basques. Certains membres de HB insistent sur la nécessité d'exclure du référendum sur l'autodétermination les personnes considérées comme trop « espagnolistes » ou représentatives du pouvoir central. Cependant, l'entente entre nationalistes subit un revers à la fin de l'année 1999, lorsque l'ETA – accusant le PNV de ne pas respecter le pacte de Lizarra – décide de reprendre la lutte armée. Quelques mois plus tard, c'est au tour de la majorité parlementaire nationaliste basque de voler en éclat. Herri Batasuna décide de quitter le parlement et permet dès lors au PP allié au PSOE de diriger la région.

Derrière cette rupture entre nationalistes, c'est en fait un désaccord sur le modèle de société à adopter qui se profile de nouveau. En effet, le front nationaliste n'a pu faire oublier les différences idéologiques entre les modérés (PNV/EA) et les extrémistes (HB/ETA). L'obtention de la paix est la seule raison pour laquelle le pacte de Lizarra a été signé et accepté par une partie importante des militants. Cependant, la signature du pacte n'a jamais fait disparaître les divisions au sein du PNV. La direction incarnée par Arzallus a eu du mal à faire taire le mécontentement du secteur autonomiste qui s'oppose à l'orientation actuelle du parti. La solidarité nationaliste l'a finalement emporté, au prix parfois d'exclusions. En signant les accords de Lizarra, le PNV avait plusieurs objectifs. Il désirait, premièrement, isoler l'ETA en incitant HB à devenir un parti autonome et indépendant de l'organisation terroriste. Cette évolution des nationalistes radicaux vers la normalité démocratique a été et demeure un objectif fondamental. C'est la raison pour laquelle des contacts subsistent entre HB et le PNV. Ce dernier souhaitait, deuxièmement, dominer l'ensemble du mouvement nationaliste. En revendiquant l'autodétermination, il voulait s'attirer une partie de l'électorat de HB et détenir ainsi la majorité absolue afin d'imposer sa vision de la société basque. Quant à l'ETA, elle espérait, d'une part, contraindre le gouvernement espagnol à accepter une solution indépendantiste, qui apparaîtrait comme le résultat d'une entente de la communauté nationaliste. D'autre part, l'organisation voulait éloigner définitivement le PNV de partis tels que le PSOE. Enfin, elle tenait à faire perdre toute légitimité aux structures représentatives basques actuelles (parlement, gouvernement autonome...). Pour cela, les nationalistes radicaux ont exigé la création d'organismes parallèles tels que l'assemblée des municipalités basques (*Udalbiltza*), dirigée uniquement par les nationalistes et considérée comme la « première institution nationale basque »<sup>35</sup>.

Avec la reprise des attentats en 1999, l'ETA crée une situation paradoxale qui, à bien des égards, rend la région ingouvernable. HB se retire du parlement et les partis constitutionnalistes (PSOE/PP) deviennent majoritaires, tandis que les nationalistes basques modérés conservent le contrôle du gouvernement. En novembre 2000, les partis favorables à la légalité constitutionnelle (PP, PSOE) signent un pacte afin de contraindre le PNV à quitter Lizarra. Ce dernier s'éloigne peu à peu de HB sans remettre en question l'orientation d'Arzalluz et ce, en dépit des attentats. Cependant, au cours de cette période, le conflit prend une nouvelle dimension. En accédant au pouvoir, le PP essaie de discréditer le PNV et d'imposer un modèle différent de celui proposé par les nationalistes, un modèle qui se fixe pour objectif de dénationaliser la société basque ou, du moins, de renforcer son ancrage à l'Espagne. La « cohabitation » dure jusqu'au mois de mai 2001, date à laquelle ont lieu des élections régionales au Pays basque. Le PNV obtient la majorité et les partis constitutionnalistes (PP, PSOE), malgré les sondages, subissent un échec cuisant. Néanmoins, ce ne sont pas ces deux formations qui ont réellement perdu lors du scrutin. En effet, HB perd la moitié de ses

---

34 Domínguez Iribaren, Florencio, « El enfrentamiento de ETA con la democracia », in *La Historia de ETA*, sous la direction d'Elorza Antonio, Madrid, Temas de hoy, 2000.

35 Cf. Unzueta, Patxo, « Regreso a casa », in *La Historia de ETA*, sous la direction d'Elorza Antonio, Madrid, Temas de hoy, 2000, p. 433.

représentants au parlement autonome et nombre de ses électeurs votent pour le PNV. Ce résultat n'a pas entraîné de « perestroïka » au sein du nationalisme basque radical, même si HB a changé de nom (Batasuna). Mais une crise semble poindre à l'horizon. De plus en plus d'élus *abertzales* condamnent ouvertement la politique du parti et la rupture de la trêve. Certains militants de la Navarre ont quitté la formation indépendantiste pour créer une organisation parallèle. En février 2002, des maires de Batasuna ont également refusé de participer aux élections si l'ETA continuait à commettre des attentats<sup>36</sup>. Pourtant, les actions terroristes se poursuivent et touchent de plus en plus un symbole du Pays basque : la *ertzaintza*.

La victoire du PNV aux élections n'a guère fait évoluer la situation. Les nationalistes basques modérés sont en conflit avec le gouvernement central qui emploie tous les moyens pour les discréditer. Cependant, ils continuent à appliquer leur programme et essaient de créer un nouveau cadre politique fondé sur le droit des Basques à l'autodétermination. Ainsi demeurent vivaces les désaccords sur le modèle de société, à partir duquel doit s'organiser le Pays basque dans un futur plus ou moins proche. Ces antagonismes se répercutent sur la population. Une fracture sociale semble inévitable et risque de provoquer un conflit entre des communautés antagonistes<sup>37</sup>. Les actions violentes menées par de jeunes radicaux se multiplient. Tandis que la *Kale Borroka* « socialise la douleur », une partie importante de la population manifeste aux côtés des nombreuses associations contre la violence (*Basta Ya, Foro Ermua...*). Leur mobilisation est de plus en plus importante (150 000 personnes en octobre 2000 à Bilbao). Ces comportements soulignent à quel point les désaccords sont profonds et ont tendance à s'exacerber. Ils témoignent également de la volonté d'une partie de la population de rejeter la monopolisation de la définition du Pays basque et de son image par les nationalistes. Le problème basque n'oppose pas des Basques à des non-Basques, mais des interprétations différentes de la réalité basque. Le conflit semble difficile à résoudre parce que des formations politiques revendiquent des projets de société diamétralement opposés, en utilisant un discours fondé sur un élément consubstantiel à l'homme et particulièrement aléatoire : l'identité. L'adhésion aux partis constitutionnalistes (PP, PSOE) ou nationalistes (PNV, EA, Batasuna) implique une vision différente de l'identité et de la société basques. Être basque signifie, pour Batasuna, accepter sa vision d'Euzkal Herria, le droit des Basques à décider de leur futur et à être indépendants<sup>38</sup>. Pourtant, bien que légitime, cette définition ne doit pas masquer que le Pays basque n'est pas une région vivant sous la botte de l'Espagne, mais une société plurielle – tant sur le plan identitaire que politique – dans laquelle le modèle nationaliste basque représente une alternative parmi d'autres.

---

<sup>36</sup> *El país*, 25 février 2002.

<sup>37</sup> Cf. Granja, José Luis de la, « XX<sup>e</sup> siècle, siècle d'Euzkadi », *op. cit.*, p. 127.

<sup>38</sup> *El país*, 25 février 2001.